

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
78000 Versailles

Vincennes, le 03/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



GDE

12 avenue du Val
78520 LIMAY

Références : 6503319

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2022 dans l'établissement GDE implanté 12 avenue du Val 78520 LIMAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite inopinée a été conduite dans le cadre d'une action de contrôle des activités intervenant dans la bande des 100 mètres autour du site SEVESO de la société LINDE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GDE
- 12 avenue du Val 78520 LIMAY
- Code AIOT dans GUN : 0006503319
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement Guy Dauphin Environnement effectue sur le site de Limay une activité de collecte, de transit, de regroupement et/ou de tri de déchets dangereux et non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Effets "dominos"
- Activité du site
- Connaissance des risques encourus en raison de la proximité du site SEVESO voisin de LINDE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Activités	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 2	/	Sans objet
Produits présents sur le site	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité du site ne représente pas un danger pour les installations voisines de la société LINDE classées SEVESO. L'exploitant a fait montre de connaissances perfectibles en matière de risques encourus du fait de la présence de ces dernières. Aussi une prise de contact par l'exploitant avec les services de la société LINDE s'avèrerait-elle pertinente, afin de préciser ces risques et permettre une information du personnel intervenant sur la plateforme.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Activité du site soumise aux rubriques de la nomenclature des ICPE suivantes : - 1435 ; - 2710-1a ; 2710-2a ; 2711-1 ; 2712-1b ; 2713-1 ; 2714-1 ; 2716 ; 2718-1 ; 2791-1 ; - 3510 ; 3550 ; - 4718 ; 4725-2 ; 4734.
Constats : Le site est connu de l'Inspection des installations classées et n'a pas subi de changement notable depuis les dernières visites. Dans le cadre de l'action de contrôle des activités situées dans la bande de 100 mètres autour des établissements SEVESO, l'équipe d'inspection a procédé à une visite complète des installations pour s'assurer que leur exploitation ne pouvait être à l'origine d'effets "dominos" envers le site de la société voisine LINDE.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Produits présents sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Présence de stockage
Prescription contrôlée : [...] Entreposage de déchets avant transit ou traitement (hors déchets extraits des VHU) : [...] pneus : 1 800 m3 [...] Batteries : 10 tonnes [...]
Constats : L'équipe d'inspection a décidé de procéder à un contrôle par échantillonnage des quantités et volumes stockés parmi l'ensemble des déchets. Le choix s'est porté sur les pneumatiques et sur les batteries. Concernant les pneumatiques, au moment de l'inspection, le site présente un tas en mélange de roues (pneus sur jantes) et de pneus, un tas de pneus débarrassés de leur jantes et 2 conteneurs pour stockage final avant enlèvement. L'équipe d'inspection a pu constater que le volume maximal de pneumatiques stockés sur site au moment de la visite est inférieur à 1 800 m3. Les batteries sont stockées dans une benne étanche mais non fermée entreposée sous un auvent à l'abri de la pluie, ainsi que dans 2 conteneurs en matériau plastique avec couvercle. L'estimation par l'équipe d'inspection du poids des batteries présentes était inférieure à la limite des 10 tonnes autorisées. Néanmoins, eu égard à l'erreur possible d'approximation, un état des stocks a été demandé à l'exploitant. L'état des stocks présenté au cours de l'inspection fait état d'un stock d'environ 8 tonnes de batteries.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

